



Le groupe AFD ET

l'Ouzbékistan



© Marie Tihon

16

projets financés depuis
2016

1.2 milliard

d'euros engagé depuis 2016

2 millions

de tonnes eq CO₂ /an évitées
grâce aux centrales solaires et
éoliennes

Pays d'Asie Centrale regroupant vallées fertiles, déserts et moyennes montagnes, l'Ouzbékistan est doté d'une économie dynamique. Il fait face à de grands défis pour assurer une croissance durable, bénéficiant à l'ensemble de sa population, tout en limitant son effet sur le climat. Depuis 2015, le groupe Agence française de développement (AFD) accompagne le pays dans cette voie, grâce à des projets dans les domaines de la gouvernance économique et climatique, du développement urbain, de la transition énergétique, de la gestion durable des territoires et du soutien au tissu économique

NOTRE ACTION EN Ouzbékistan

1

Construire des modèles économiques et sociaux soutenables et inclusifs

L'Ouzbékistan a engagé d'importantes réformes pour ouvrir son économie au marché mondial, tout en protégeant les ménages les plus vulnérables et en renforçant l'état de droit.

L'AFD a accompagné, en cofinancement avec la Banque asiatique de développement, le gouvernement ouzbek pour engager ses réformes de gouvernance économique et financière. Depuis 2021, l'AFD contribue à préparer, financer et mettre en œuvre le nouveau cadre stratégique du gouvernement sur l'économie verte. Cela permet à la fois de préserver l'environnement et de s'adapter aux effets du changement climatique.

2

Accompagner les transformations urbaines

Avec 36 millions d'habitants, l'Ouzbékistan est le pays le plus peuplé d'Asie centrale. Ses villes grandissent, encouragées par l'émigration des zones rurales. Face à ce défi, les autorités souhaitent développer les services urbains, accompagnés par l'AFD.

Nous soutenons notamment la ville de Samarcande dans son ambition de modernisation de la gestion des déchets solides. Nous finançons également l'installation et la modernisation de systèmes d'assainissement dans trois villes moyennes (Karmana, Kitob et Shakhrisabz), associées au renforcement des capacités locales. Enfin, nous travaillons avec les régions de Tachkent, Ferghana et Kashkadarya pour le développement de leur réseaux d'eau potable.

3

Soutenir la transition énergétique

Le développement des énergies propres et renouvelables est aujourd'hui une priorité du gouvernement ouzbek.

Le groupe AFD soutient le secteur de l'énergie à travers des projets d'infrastructures et des prêts budgétaires. Un prêt de 150 millions d'euros a notamment permis d'initier des réformes fondamentales qui ont favorisé le développement d'investissements privés dans les énergies renouvelables.

Proparco finance par ailleurs le développement des énergies éoliennes et solaires en Ouzbékistan. La centrale solaire de Tutly et les deux parcs éoliens de Bash et Dzhankeldy permettent de diversifier le mix énergétique ouzbek.

4

Gérer durablement les territoires et préserver les ressources naturelles

La trajectoire de croissance de l'économie ouzbèke se doit de prendre en compte les territoires et les ressources naturelles. Dans une logique de développement des zones rurales, le groupe AFD s'engage aux côtés des acteurs du secteur de l'élevage. L'objectif : favoriser le développement de filières durables, intégrant les petits producteurs et des investissements à bénéfice climat.

L'AFD a également mis en place une ligne de finance climat auprès de la banque publique SQB pour soutenir le développement d'une économie émettant moins de CO₂.

5

Soutenir le tissu économique local

Le groupe AFD encourage le développement du secteur privé ouzbek, notamment via les très petites (TPE) et petites et moyennes entreprises (PME). Proparco collabore avec les banques privées Ipak Yuli Bank et Hamkorbank pour renforcer leur offre dédiée aux TPE et PME et assurer l'accès des femmes aux produits financiers.

6

Accompagner les acteurs publics dans leur transformation

Le ministère de l'Économie et des Finances de la République d'Ouzbékistan reçoit le soutien d'un expert international d'Expertise France pour introduire progressivement des objectifs de redevabilité verte auprès des entreprises d'État.